

Olivier Tort

L'impossible unité : la droite française sous la Restauration (1814-1830).

Thèse de doctorat d'histoire soutenue le 17 novembre 2007 à l'université Paris IV-Sorbonne, devant un jury composé de Françoise Mélonio (Paris IV-Sorbonne), Jacques-Olivier Boudon (Paris IV-Sorbonne), Philippe Boutry (Paris I Panthéon-Sorbonne), Jean-Pierre Chaline (Paris IV-Sorbonne, directeur de thèse), Jean El Gammal (Nancy 2, président), Jean Garrigues (Orléans).

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Olivier Tort, « L'impossible unité : la droite française sous la Restauration (1814-1830). », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], Thèses et HDR soutenues, mis en ligne le 14 janvier 2008. URL : <http://rh19.revues.org/index2292.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index2292.html>

Document généré automatiquement le 28 janvier 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Olivier Tort

L'impossible unité : la droite française sous la Restauration (1814-1830).

Thèse de doctorat d'histoire soutenue le 17 novembre 2007 à l'université Paris IV-Sorbonne, devant un jury composé de Françoise Mélonio (Paris IV-Sorbonne), Jacques-Olivier Boudon (Paris IV-Sorbonne), Philippe Boutry (Paris I Panthéon-Sorbonne), Jean-Pierre Chaline (Paris IV-Sorbonne, directeur de thèse), Jean El Gammal (Nancy 2, président), Jean Garrigues (Orléans).

Pagination de l'édition papier : p. 161-208

- 2 Cette thèse se situe dans le sillage du renouveau de l'histoire politique française, initié il y a un demi-siècle par René Rémond, avec un objet d'étude qui était déjà centré alors sur la droite et ses divisions. Celui-ci avait notamment montré comment, sur le long terme, il était possible de mettre au jour trois tempéraments politiques distincts, légitimiste, orléaniste et bonapartiste, qui trouvaient des résonances jusqu'à l'époque contemporaine.
- 3 L'intérêt du travail entrepris ici est qu'en resserrant le champ d'observation à la seule Restauration, à un moment où orléanistes et bonapartistes sont encore totalement en dehors de la sphère droitnière, on se trouve face à un moment d'histoire privilégié, où la droite ne connaît pas cette tripartition ultérieure, puisqu'elle est, pour l'heure, exclusivement composée de « royalistes », qu'on qualifiera après 1830 de « légitimistes ». Or, force est de constater que cette unicité apparente de la droite ne l'a nullement prémunie contre des divisions ; bien au contraire, elle a été traversée comme jamais par les querelles passionnelles et les déchirements fratricides jusqu'à creuser très largement elle-même son propre tombeau. Ces divisions l'ont empêchée de mener à bien une bonne partie de ses projets, et d'imposer la refondation du Politique sur de nouvelles bases, distinctes à la fois de l'autoritarisme napoléonien et du projet libéral d'inféodation de l'État aux nouvelles puissances économiques de la société civile.
- 4 Ce paradoxe amène donc à approfondir l'analyse, et à s'interroger plus avant sur l'hétérogénéité sociale, politique et idéologique qui, au-delà des simples querelles d'ambition, a empêché la coexistence pacifique entre ces hommes de droite, unis pourtant par un « royalisme » - légitimiste - commun. Les divisions de la droite sous la Restauration apparaissent ainsi comme une matrice essentielle, dont l'analyse est importante pour mieux comprendre les dissensions ultérieures du mouvement légitimiste, mais aussi les évolutions et difficultés de la droite sur une plus longue période.
- 5 En raison du recrutement étroitement censitaire des élus, cette histoire de la droite sous la Restauration recoupe forcément celle des élites sociales de la France. Se contenter de l'allégation selon laquelle les divisions de la droite auraient trouvé leurs sources dans les seuls conflits d'ambitions personnelles est très insatisfaisant. En vérité, la connaissance précise de l'itinéraire biographique détaillé de très nombreux acteurs et médiateurs politiques permet de mettre au jour tous les éléments sociaux et historiques qui ont pu nourrir ou aviver les tensions internes, et leur donner comme débouché les divergences idéologiques ou stratégiques préalablement repérées.
- 7 Le corpus sur lequel on s'est appuyé pour mener une telle étude est réellement diversifié, englobant 46 ministres et sous-secrétaires d'État¹, 711 députés, 218 pairs de France², et 104 journalistes ou collaborateurs de presse³, soit au total 952 personnalités différentes appartenant à la droite royaliste ou fortement liées à elle, à un moment au moins de la Restauration ; ceci, sans compter certains hauts fonctionnaires nettement politisés et quelques courtisans influents, qui ont été pris en compte aux marges de l'analyse.
- 8 Le sujet permet au passage de poursuivre une réflexion relative aux lieux de sociabilité politique. Cette thématique renvoie d'abord au fonctionnement des institutions délibératives

(« réunions » de groupes politiques, dîners de travail, implication des royalistes dans les commissions des Chambres). Mais elle aboutit aussi à étudier la politisation de cercles élargis, par l'intermédiaire de cafés ou restaurants royalistes, de lieux de promenades favoris, de sociétés académiques ou de conférences politisées, sans oublier les sociétés secrètes et les réunions auliques du pavillon de Marsan. Ainsi peut-on voir émerger au sein de la mouvance royaliste des manières très diverses de faire de la politique.

9 Menée au plan national, l'enquête s'intéresse aussi aux spécificités régionales et urbaines. Dans cette optique, on a conduit une étude électorale à différentes échelles, en distinguant aussi bien de vastes régions entre elles, qu'à l'intérieur de chacune, des territoires aux choix électoraux parfois antagonistes, malgré leur proximité géographique. Une vingtaine de cartes électorales ont été élaborées et insérées dans les chapitres concernés afin de rendre compte de ces clivages. On a également essayé de déceler certaines permanences entre les votes de la Restauration, réalisés selon une assiette étroitement censitaire, et ceux d'autres époques, à l'intérieur du cycle politique séculaire qui court de 1789 au début des années 1880 : il s'est agi de prolonger l'analyse classique d'André Siegfried sur les tempéraments politiques locaux, en faisant apparaître, ici et là, dans des territoires spécifiques, une continuité temporelle et partisane entre les choix politiques de la fine élite sous la Restauration et les votes antérieurs ou ultérieurs du peuple de ces terroirs.

10 Enfin, ce travail participe aussi à l'histoire des idées politiques, encore que ce dernier terme mérite d'être précisé et explicité. L'approche qui a été adoptée se différencie à cet égard nettement d'une habitude qui consiste à analyser la production théorique de penseurs prestigieux, ou à la rigueur celle de quelques publicistes ou mémorialistes brillants, et à en tirer ensuite des conclusions sur l'ensemble de la mouvance royaliste, par une généralisation qui nous paraît abusive. En effet, c'est là faire bon marché du caractère très personnel des schémas de pensée de ces intellectuels : ceux-ci nourrissent certes le débat politique, encore que leur pensée subtile soit bien déformée dans l'appropriation finale que s'en font les acteurs politiques de base ; mais leurs idées propres ne sont que très partiellement et imparfaitement représentatives de la droite dans son ensemble, beaucoup plus conditionnée par les divers préjugés des quidams royalistes que par telle ou telle brillante construction. Aussi, pour atténuer cet effet de prisme et s'approcher de la réalité des idées politiques de la droite, on a cherché à analyser la production quotidienne de ces idées dans la presse et surtout dans les Chambres, en s'intéressant au moins autant aux discours du « tout-venant » (élus sans relief particulier, journalistes ou publicistes de second ordre) qu'aux essais de plumes prestigieuses.

12 Les sources les plus diverses ont été consultées pour recueillir les renseignements souhaités. Elles peuvent être classées en quatre catégories : d'abord, la pleine lumière du débat public organisé par les institutions, puis les à-côtés bruyants des polémiques médiatiques, ainsi que les zones souterraines de l'enquête et du contrôle des personnalités, enfin la distanciation croissante des témoignages directs et des analyses ultérieures.

13 Ainsi, on a consulté les procès-verbaux des élections, le matériel de propagande électorale conservé dans les archives ou à la Bibliothèque nationale, et surtout les 50 volumes des *Archives parlementaires* relatifs à la période de la Restauration.

14 On a aussi dépouillé une trentaine de journaux ou revues penchant à droite, des titres les plus connus aux plus confidentiels, ainsi que plus de 200 brochures ou essais polémiques parus à l'époque et susceptibles d'éclairer le sujet. Les productions des adversaires libéraux et constitutionnels ont été consultées de manière plus occasionnelle, autant que de besoin.

15 On a également tiré parti d'une multitude de rapports et d'enquêtes administratives évoquant les cercles et personnalités royalistes, que ces documents soient conservés dans les dépôts d'archives départementales ou plus souvent aux Archives nationales ; aux sources classiques émanant du ministère de l'Intérieur et des services locaux placés sous son autorité, on a ajouté certains documents, fort précieux, produits par les services de la chancellerie.

16 Enfin, on a lu avec toute l'attention requise plus d'une centaine de mémoires ou souvenirs, une bonne vingtaine de correspondances politiques, ainsi que plusieurs dizaines de recueils de biographies collectives écrits pendant la période ou dans les décennies suivantes. En y ajoutant les données plus factuelles contenues dans les almanachs royaux, dans les dossiers et

ampliements de décrets de Légion d'Honneur, dans les nombreux ouvrages généalogiques et dans un certain nombre d'autres monographies anciennes, on aboutit à un matériau très riche pour la connaissance objective et subjective des personnalités qui ont composé la droite durant cette quinzaine d'années.

18 À partir des sources à notre disposition, l'étude a été conduite selon un plan logique en quatre parties.

19 On a d'abord cherché, dans une première partie, à définir et délimiter précisément l'objet d'étude, en identifiant les frontières de « la droite » de l'époque et des expressions lexicales qui s'y rapportent, en quantifiant cette droite à l'échelle nationale, et ensuite à l'échelle régionale et locale.

20 Puis, dans une démarche de type anthropologique, on a cherché à saisir, dans une deuxième partie, les multiples facettes de l'homme de droite, à l'origine de toutes les divisions subséquentes qui s'observent sous la Restauration : positionnement social, conception de l'engagement politique, psychologie du rapport aux autres et à soi-même ont été tour à tour passés au crible.

21 Dans une troisième partie, on a cherché à comprendre pourquoi les différentes structures d'organisation du combat politique ont été impuissantes à endiguer les divisions, ayant plutôt tendance, au contraire, à les aviver : les dysfonctionnements de la droite ont donc été recherchés à l'échelon exécutif, à l'échelon parlementaire, dans les cercles d'influence aux marges de la vie politique, enfin dans la sphère médiatique et intellectuelle.

22 Dans une quatrième partie, on a recensé les principales divisions idéologiques qui ont servi de cause ou au moins de support aux dissensions mutuelles : les conceptions en matière de relations internationales, les réactions à adopter face à la modernité socio-économique, et enfin le rôle du politique dans la promotion des valeurs morales ont été les trois angles d'approche retenus, pour embrasser dans toute leur étendue les désaccords de fond internes à la droite royaliste.

23 Le tout a été complété par des annexes d'une longueur équivalente au corps de thèse ; la principale de ces annexes consiste en un dictionnaire biographique détaillé des personnalités étudiées. Ont été abordés dans chaque notice : 1° les origines familiales, notamment l'ancienneté de la noblesse éventuelle, les antécédents politiques et sociaux des proches parents, la formation de jeunesse ; 2° les cursus professionnels ; 3° l'impact variable de la tourmente révolutionnaire : émigration, exil, exécution de parents, combat dans des armées diverses ; 4° la carrière politique, avec les différents mandats exercés, les appartenances à telle ou telle fraction partisane, le nombre d'interventions à la tribune, les honneurs et décorations résultant de cet engagement politique ; 5° la postérité, et notamment la perpétuation d'activités politiques dans la descendance ; 6° les témoignages des contemporains sur le personnage considéré, souvent peu amènes, même et surtout lorsqu'ils émanent d'autres personnalités de la droite.

24 L'ensemble a permis de produire une analyse diversifiée et surtout d'affiner ou d'infirmier quelques idées reçues sur ces hommes de la droite royaliste.

26 Première remarque d'importance : il est apparu impératif à l'examen de circonscrire très étroitement l'appellation d'« ultras », qui ne saurait définir les hommes de la droite royaliste dans leur ensemble de 1815 à 1830. Beaucoup de ceux qui soutiennent avec zèle le gouvernement Villèle en 1822-1827 et qui votent ensuite contre l'adresse des 221 en mars 1830 n'ont jamais été « ultras » de leur vie, ni en 1815, ni après. Plus globalement, si la droite royaliste de la Restauration mérite un jugement sévère à l'aune du volontarisme politique, c'est pour ne pas avoir tenu, pour l'essentiel, ses promesses : c'est pour avoir été trop peu « au-delà » et beaucoup trop souvent « en deçà ».

27 Deuxième conclusion importante : le chef parlementaire, Villèle, a une responsabilité majeure dans les divers dysfonctionnements du mouvement royaliste. Il a imposé un fonctionnement très hiérarchique et autoritaire des relations interministérielles, passant par l'éviction systématique de tout rival potentiel ; la politique suivie s'en est trouvée desséchée, affadie, réduite à une gestion malthusienne des deniers publics incompatible avec la réalisation des objectifs politiques et sociaux affirmés en 1815. À la Chambre, le même autoritarisme

a eu des effets tout aussi désastreux : l'inaptitude du chef du gouvernement à partager son pouvoir a produit une implosion de la majorité et encouragé la multiplication des dissidences, tandis que les pratiques corruptrices adoptées au bénéfice de ses soutiens permettaient la prolongation d'une politique de plus en plus insignifiante. Enfin, l'incapacité de Villèle à tolérer la contradiction dans son propre camp a engendré une relation très contre-productive avec la presse royaliste : il a fini par commettre de graves erreurs qui ont affaibli sa propre autorité, en même temps qu'elles poussaient les journalistes royalistes à embrasser résolument le chemin de la fronde dissidente.

28 Mais si, à l'évidence, le chef a sa part de responsabilités, la masse des acteurs politiques n'est pas non plus exempte des siennes. Le culte de l'émulation sociale, hypertrophié dans les milieux de la droite royaliste, a fini par dégénérer en dénigrement contre-productif. La relative homogénéité sociologique des acteurs parlementaires ne s'est pas traduite par un sentiment d'appartenance suffisant pour souder entre eux ces hommes de la droite royaliste à la Chambre et dans le pays ; les différences, y compris les plus minimes, ont fini par servir de prétexte à un processus de distinction excessif vis-à-vis de l'*alter ego* royaliste. En outre, l'attitude soupçonneuse et méprisante à l'égard du monde industriel comme de certains agents publics a eu des répercussions sensibles, qui expliquent largement le basculement hostile de nombreux territoires aux élections législatives.

29 Surtout, en dépit des illusions unitaires nourries fin 1815 à la « Chambre introuvable », un véritable abîme idéologique a continûment séparé les représentants parlementaires de la droite royaliste sur les sujets les plus essentiels. Et ce constat ne vise pas pour l'essentiel les nombreux *ralliés* à la droite, qui l'ont rejointe quand le vent électoral tournait en sa faveur : même en se limitant aux hommes de droite *indiscutables*, il apparaît que les dissentiments idéologiques sont restés très forts. Les importants points communs qui les rassemblaient sont demeurés insuffisants pour créer un groupe véritablement soudé. Sur l'esclavage, sur l'attitude à adopter face à la modernité économique, ou face aux grandes questions internationales, on n'observe pas d'accord global. Bien plus, des thèmes *a priori* plus fédérateurs comme la religion n'occasionnent pas non plus de véritable unité idéologique de la droite royaliste, d'autant qu'il apparaît avec une clarté croissante au fil des ans qu'un nombre important d'anciens « ultras » n'adhèrent purement et simplement pas au projet d'un renforcement de l'autorité du clergé sur la société française : la fameuse « union du trône et de l'autel » a engendré, au sein même de la droite, des lectures inconciliables. Pour clore le tout, en matière institutionnelle, une contradiction insoluble s'est faite jour entre deux désirs opposés : d'une part, renforcer l'autorité royale en prenant pour modèle de référence la monarchie absolue ; d'autre part et à l'inverse, développer les contre-pouvoirs locaux ou parlementaires, en adoptant cette fois comme modèle la « monarchie limitée » des temps médiévaux ou des débuts de l'époque moderne. La droite, incapable de se mettre d'accord sur le bon « âge d'or », a navigué à vue entre ces deux idéaux, privilégiant l'un ou l'autre en fonction de l'opportunité du moment, ou du tempérament de chacun.

30 Ainsi, faute de vision du monde commune, il n'y a pas eu de politique véritablement ambitieuse des royalistes pour transformer ce monde : dès lors, la messe était dite et l'échec final, inscrit par avance, telle une conséquence logique de cette impossible unité.

Notes

1 Tous parlementaires, à deux exceptions près.

2 Dont 67 ayant également siégé comme députés sous la Restauration.

3 Dont 16 siégeant par ailleurs comme parlementaires sous la Restauration.

Pour citer cet article

Référence électronique

Olivier Tort, « L'impossible unité : la droite française sous la Restauration (1814-1830). », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], Thèses et HDR soutenues, mis en ligne le 14 janvier 2008. URL : <http://rh19.revues.org/index2292.html>

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Licence portant sur le document : Tous droits réservés

Thèses et HDR dix-neuviémistes : 2007